

**SOCIETE TUNISIENNE DES
INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES
STIP SA**

**Rapports Général et Spécial des Commissaires
aux Comptes**

Exercice clos le 31 décembre 2006

CONTENU

	<u>Page</u>
I. Rapport général du commissaire aux comptes	03
II. Rapport spécial du commissaire aux comptes	07
III. Etats financiers	09
• Bilan	10
• Etat de résultat	12
• Etat des flux de trésorerie	13
• Notes aux états financiers	14

**SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES
DE PNEUMATIQUES SA
Rapport Général des commissaires aux comptes
Etats financiers - Exercice clos le 31 décembre 2006**

**Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne
des Industries de Pneumatiques SA,**

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur le contrôle des états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES** arrêtés au 31 décembre 2006, tels qu'annexés aux pages 10 à 38 du présent rapport, ainsi que sur les autres obligations légales ou réglementaires prévues par la loi et les normes professionnelles.

I- Opinion sur les états financiers

1- Nous avons effectué l'audit des états financiers ci joint de la Société Tunisienne des Industries Pneumatiques comprenant le bilan au 31 décembre 2006 ainsi que l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie et les notes aux états financiers pour l'exercice clos à cette date.

2- La direction est responsable de l'établissement et la présentation sincère de ces états financiers, conformément au système comptable des entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

3- Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. A l'exception des limitations évoquées dans les paragraphes 6 et 7 ci-dessous, nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

4- Cet audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

5- Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sur les états financiers.

6- L'exécution de nos travaux d'audit a été limitée par l'absence d'un inventaire physique valorisé du matériel de transport, des installations générales, agencements, aménagements divers et des équipements de bureau y compris le matériel informatique se situant au siège de Tunis et par conséquent d'un rapprochement entre les valeurs comptables de ces comptes d'actifs immobilisés et l'existant physique.

7- Nos travaux d'audit ont été également limités par l'absence d'un inventaire physique des stocks de pièces de rechange de M'Saken évalués au 31 décembre 2006 à **3.746.388 DT** et par conséquent d'une assurance quant à la réalité de ladite valeur.

8- Les risques inhérents à l'insolvabilité des clients de la société ont été appréciés au cas par cas pour l'ensemble des créances transférées ou non à contentieux.

Présentant, à notre avis, un caractère compromis, une créance envers un client local doit faire l'objet, à la date de clôture de l'exercice, après déduction de tout remboursement ultérieur y afférent et compte tenu des garanties obtenues, d'une provision estimée à 6.022.155 DT.

La provision pour dépréciation de cette créance douteuse constituée par la société à la date de clôture de l'exercice porte sur 4.800.000 DT, soit 1.222.155 DT en deçà de celle requise pour la couverture des risques de non recouvrement de ladite créance.

En conséquence, le résultat de l'exercice se trouve être majoré à concurrence de l'insuffisance de la provision précitée estimée à **1.222.155 DT**.

9- A notre avis, sous réserve de ce qui est indiqué aux paragraphes 6 à 8, les états financiers de la **SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES PNEUMATIQUES**, annexés au présent rapport, sont réguliers et présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2006, ainsi que le résultat de ses opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

10- Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur l'information donnée dans la note II.2 aux états financiers soulignant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son activité.

Cette note indique que la société a accusé une perte nette de 32.269.368 DT pour l'exercice clos au 31 décembre 2006, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 29.662.945 DT, soit 50.702.065 DT en deçà de la moitié du capital social et qu'en conséquence, une assemblée générale extraordinaire devrait être convoquée dans les quatre mois de l'approbation des comptes pour se prononcer, conformément aux dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales, s'il y a lieu, sur la dissolution anticipée de la société.

Le passif exigible était, au 31 décembre 2006, supérieur de 70.145.244 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 29.662.945 DT au total de l'actif.

Par ailleurs, bien que la société a établi un plan de restructuration (prévoyant notamment une intervention des bailleurs de fonds pour restructurer et rééchelonner une partie de l'endettement, abandonner les intérêts de retard et convertir en capital une partie des emprunts ainsi qu'une intervention des pouvoirs publics pour intervenir auprès des banques agréées par la BID dans le but de cautionner le crédit BID, rééchelonner la dette de la CNSS, restituer le crédit de la TVA et les droits de douane et accorder la prime de mise à niveau) qui a été soumis à l'autorité de tutelle pour interventions nécessaires et malgré la tenue d'un conseil inter ministériel pour examiner le dossier de restructuration de la STIP, aucune mesure concrète n'a été prise, jusqu'à la date du présent rapport, pour assainir la situation financière de la société.

Faute de renégociation des conditions de remboursement de l'ensemble de ses engagements envers les banques, de la réalisation d'une augmentation du capital et de l'obtention de la prime de mise à niveau, des doutes importants pèsent sur la continuité d'exploitation. L'application des principes comptables généralement admis dans un contexte normal de poursuite des activités concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs, pourrait s'avérer inappropriée.

II- Autres obligations légales ou réglementaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. A ce titre, nous avons relevé les points suivants :

1- La société a accusé au 31 décembre 2005 une perte nette de 31.818.741 DT et, à cette date, les fonds propres de la société sont devenus en deçà de la moitié de son capital en raison des pertes. En application des dispositions de l'article 388 du code des sociétés commerciales, une assemblée générale extraordinaire s'est réunie le 29 juin 2006 et a décidé la continuité des activités de la société en adoptant le plan de restructuration soumis à l'autorité de tutelle et en déléguant au conseil d'administration le pouvoir pour la réalisation de l'ensemble des actions prévues. Toutefois, cette assemblée générale extraordinaire n'a pas procédé, conformément aux dispositions du même article, dans l'année qui suit la constatation des pertes, à une réduction du capital ou à une augmentation du capital pour un montant égal au moins à celui des pertes.

2- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 1, du code des sociétés commerciales, nous avons procédé à l'examen de la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations, d'ordre comptable, données dans le rapport sur la gestion de l'exercice. Les informations contenues dans ce rapport n'appellent pas, de notre part, des remarques particulières.

3- En application des dispositions de l'article 266, alinéa 2, du code des sociétés commerciales et de l'article 3 nouveau de la loi 94-117 du 14 novembre 1994 telle que modifiée et complétée par les textes subséquents, nous avons procédé à une évaluation générale du système de contrôle interne en vigueur au sein de votre établissement au titre de l'exercice 2006.

Cette évaluation a fait l'objet d'un rapport remis à la direction générale de la société.

4- En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001 relatif aux conditions d'inscription des valeurs mobilières et aux intermédiaires agréés pour la tenue des comptes en valeurs mobilières, nous avons procédé aux vérifications nécessaires pour nous assurer de la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises à la réglementation en vigueur. Nous avons constaté, à ce titre, que la société « COFIB Capital Finances », intermédiaire agréé, procède actuellement à la tenue et à l'actualisation du registre des actionnaires de la valeur « STIP » sans, toutefois, respecter les nouvelles dispositions prévues par le règlement du CMF relatif à la tenue et à l'administration des comptes en valeurs mobilières approuvé par l'arrêté du ministre des finances du 28 août 2006 et du cahier des charges qui lui est annexé.

Fait à Tunis, le 8 octobre 2007

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI

SOCIETE TUNISIENNE DES INDUSTRIES DE PNEUMATIQUES SA

Rapport Spécial des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2006

Messieurs les actionnaires de la Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA,

En application des dispositions des articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous informer que le président de votre conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention visée par le texte sus-indiqué.

Par ailleurs, nous avons relevé les conventions suivantes rentrant dans le champ d'application des articles précités :

- La participation de la STIP, en 2006, à l'augmentation du capital de la société SOMACOP, filiale et ayant un administrateur en commun avec la STIP, et ce par compensation de créances certaines, liquides et exigibles s'élevant à 4.999.400 DT. Toutefois, la participation globale de la STIP au capital de la SOMACOP ne correspond plus qu'à 59.494 actions de valeur nominale de 10 DT chacune suite à la double réduction de capital décidée par les AGE de la SOMACOP du 10 novembre 2005 et du 7 mars 2006.
- L'octroi à la société SOMACOP d'une ristourne sur le chiffre d'affaire de 2006 à titre exceptionnel et commercial pour un montant total hors TVA de 146.295,452 DT et ce en dehors des critères d'attribution appliqués aux autres grossistes.

Par ailleurs, des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs ont continué à produire leurs effets en 2006. Il s'agit des conventions suivantes :

- Les emprunts obtenus par la société auprès de plusieurs banques à différents taux d'intérêts. Les intérêts et les intérêts de retard supportés en 2006 au titre de ces emprunts ont totalisé respectivement 3.332.425 DT et 1.583.957 DT.
- La convention conclue avec la société « Pneumatici Pirelli », administrateur, relative à l'acquisition de la technologie de production "All steel" qui a été autorisée par votre conseil d'administration réuni le 26 janvier 2001. Cette convention prévoit que la société « Pneumatici Pirelli » perçoit une redevance technique de 2,5% du chiffre d'affaires pour les pneus "All steel" durant les 3 premières années et de 2% pour les 2 années suivantes. La redevance ainsi supportée par la STIP au titre de l'exercice 2006 s'est élevée à 434.930 DT.

- Le détachement du personnel de la STIP chez la société SOMACOP et chez la société SMTP Amine, filiale installée au Maroc et dont un membre du directoire est directeur à la STIP. Les rémunérations et charges sociales ainsi facturées en 2006 à ces deux filiales se sont élevées respectivement à 85.716 DT et 39.025 DT.
- La location par la STIP à la société SOMACOP d'un local sis au 14, rue d'Italie, Tunis conformément au contrat de location du 26 décembre 1995. Le loyer facturé en 2006 à ce titre s'est élevé à 20.757 DT hors TVA.
- Le remboursement, par la SMTP Amine à la STIP, des frais de mission et de déplacement au Maroc. La note de frais correspondante qui a été établie par la STIP au nom de la SMTP Amine au titre de l'exercice 2006 a porté sur 79.098 DT.

Fait à Tunis, le 8 octobre 2007

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young

Mohamed Zinelabidine CHERIF

Financial Auditing & Consulting

Mohamed Neji HERGLI

ÉTATS FINANCIERS

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

		Solde au 31 Décembre	
Actifs	Notes	2006	2005
Actifs non courants			
Actifs immobilisés			
Immobilisations incorporelles		8 366 856	8 366 856
- Amortissements des immobilisations incorporelles		(4 493 129)	(3 740 712)
	III.1.	3 873 727	4 626 144
Immobilisations corporelles		171 930 793	172 137 665
- Amortissements des immobilisations corporelles		(98 908 854)	(88 805 834)
	III.1.	73 021 939	83 331 831
Immobilisations financières		10 362 602	6 384 620
- Provisions sur immobilisations financières		(5 596 860)	(1 597 460)
	III.2.	4 765 742	4 787 160
Total des actifs immobilisés		81 661 408	92 745 135
Autres actifs non courants	III.3.	-	554 471
Total des actifs non courants		81 661 408	93 299 606
Actifs courants			
Stocks		28 991 640	28 875 674
-Provisions pour dépréciation des stocks		(1 045 279)	(1 319 135)
	III.4.	27 946 361	27 556 539
Clients et comptes rattachés		32 128 125	47 109 857
-Provisions pour dépréciation des comptes clients		(13 571 804)	(16 710 293)
	III.5.	18 556 321	30 399 565
Autres actifs courants	III.6.	15 539 377	19 886 289
Liquidités et équivalents de liquidités	III.7.	5 671 208	4 491 902
Total des actifs courants		67 713 267	82 334 294
Total des actifs		149 374 675	175 633 900

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA

BILAN

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Capitaux propres et passifs	Notes	Solde au 31 Décembre	
		2006	2005
Capitaux propres			
Capital social		42 078 240	42 078 240
Réserves légales		2 419 912	2 419 912
Réserves spéciales		2 603 050	2 603 050
Actions propres		(325 774)	(325 774)
Autres capitaux propres		7 705 346	7 705 346
Résultats reportés		(51 874 352)	(20 055 611)
Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		2 606 423	34 425 163
Résultat de l'exercice		(32 269 368)	(31 818 741)
Total des capitaux propres	III.8.	(29 662 945)	2 606 423
Passifs			
Passifs non courants			
Emprunts et dettes assimilées	III.9.	35 614 460	44 994 335
Autres passifs non courants	III.10.	844 649	844 649
Provisions pour risques et charges	III.11.	4 720 000	930 000
Autres dettes non courantes	III.12.	3 389 169	-
Total des passifs non courants		44 568 278	46 768 985
Passifs courants			
Fournisseurs et comptes rattachés	III.13.	14 169 888	17 375 698
Autres passifs courants	III.14.	18 181 063	17 971 129
Concours bancaires et autres passifs financiers	III.15.	102 118 391	90 911 666
Total des passifs courants		134 469 342	126 258 493
Total des passifs		179 037 620	173 027 478
Total des capitaux propres et des passifs		149 374 675	175 633 900

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA

Etat de résultat

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

	Notes	Exercice de 12 mois clos le	
		31/12/2006	31/12/2005
Produits d'exploitation			
Revenus	III.16.	64 964 214	90 337 983
Autres produits d'exploitation	III.17.	269 862	292 115
Total des produits d'exploitation		65 234 076	90 630 098
Charges d'exploitation			
Variation des stocks de produits finis et des encours	III.18.	5 381 587	4 745 087
Achats de marchandises consommés		-	18 828
Achats d'approvisionnements consommés	III.19.	42 465 082	62 333 253
Charges de personnel	III.20.	20 015 587	21 688 734
Dotations aux amortissements et aux provisions	III.21.	16 186 884	14 255 138
Autres charges d'exploitation	III.22.	4 617 127	6 723 312
Total des charges d'exploitation		88 666 266	109 764 352
Résultat d'exploitation		(23 432 190)	(19 134 254)
Charges financières nettes	III.23.	9 610 323	12 509 426
Produits des placements	III.24.	218 097	-
Autres gains ordinaires	III.25.	1 024 932	24 291
Autres pertes ordinaires	III.26.	426 474	146 437
Résultat des activités ordinaires avant impôt		(32 225 958)	(31 765 825)
Impôt sur les bénéfices		43 410	52 916
Résultat des activités ordinaires après impôt		(32 269 368)	(31 818 741)
Eléments extraordinaires		-	-
Résultat net de l'exercice		(32 269 368)	(31 818 741)
Résultat net de la période		(32 269 368)	(31 818 741)
Effets des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat de l'exercice après modification comptable		(32 269 368)	(31 818 741)

Société Tunisienne des Industries de Pneumatiques SA

Etat des flux de trésorerie

(Exprimé en Dinars Tunisiens)

Notes	Exercice de 12 mois clos le	
	31/12/2006	31/12/2005
Flux de trésorerie liés à l'exploitation		
Résultat net	(32 269 368)	(31 818 741)
<i>- Ajustements pour:</i>		
Dotations aux amortissements et aux provisions	17 094 040	16 101 410
Reprises sur provisions et amortissements	(907 156)	(1 846 273)
Différence de change sur liquidités et équivalents de liquidités	(2 287)	(28 541)
Transfert de charges	13 396	127
Plus value de cession des immobilisations corporelles	(23 330)	(12 725)
Moins value sur cession des immobilisations corporelles	123 984	134 214
<i>- Variations des :</i>		
Stocks	(115 966)	8 290 398
Créances	10 982 333	(7 718 532)
Autres actifs courants	4 165 758	(1 331 072)
Fournisseurs et autres dettes	(1 489 258)	6 046 281
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(2 427 855)	(12 183 453)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Décaissement provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(283 508)	(1 454 395)
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	23 330	12 725
Encaissement provenant de la cession d'immobilisations financières	21 418	
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	-	(16 986)
Total des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(238 760)	(1 458 656)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Encaissements provenant des emprunts	-	2 447 032
Décaissement pour remboursement des emprunts	(2 387 851)	(3 237 124)
Total des flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 387 851)	(790 092)
Incidence de la variation des taux de change sur les liquidités et équivalents de liquidités	2 287	28 541
Variation de trésorerie	(5 052 179)	(14 403 660)
Trésorerie au début de l'exercice	(26 319 159)	(11 915 499)
Trésorerie à la clôture de l'exercice	III.27. (31 371 338)	(26 319 159)

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La STIP est une société anonyme, créée le 21 Juillet 1980. Son capital a été augmenté à plusieurs reprises pour être porté à 42 078 240 DT.

La société est réputée commerçante et est régie par la réglementation Tunisienne, ainsi que les dispositions de ses statuts qui prévoit comme objet principal la fabrication et la commercialisation des pneumatiques et de tout autres articles en caoutchouc manufacturé.

Suite à son acquisition de la société "SONAP", la "STIP" est devenue, à partir de juillet 1991, l'unique producteur de pneumatiques en Tunisie.

Sur le plan fiscal, la société est régie par les dispositions du droit commun et bénéficie à ce titre des avantages fiscaux relatifs à l'exportation de biens et de services.

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 12 octobre 2001, a décidé l'ouverture du capital par offre publique de vente (OPV). Cette opération a porté sur 382 529 actions représentant 10% du capital social. L'ouverture des souscriptions pour le public a commencé le 27 décembre 2001.

II. REFERENTIEL COMPTABLE

II.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers ont été établis et arrêtés conformément aux dispositions du système comptable des entreprises.

Les règles, méthodes et principes adoptés pour l'enregistrement des opérations au courant ou à la fin de l'exercice ne comportent aucune dérogation significative par rapport à ceux prévus par les normes comptables en vigueur.

II.2. BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

La STIP a accusé une perte nette de 32.269.368 DT pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, portant les capitaux propres arrêtés à cette date à la somme négative de 29.662.945 DT, soit 50.702.065 DT en de deçà de la moitié du capital social.

Le passif exigible était, au 31 décembre 2006, supérieur de 70.145.244 DT à l'actif circulant et le passif total supérieur de 29.662.945 DT au total de l'actif.

Cette situation est due à des facteurs endogènes et surtout exogènes ayant affecté la compétitivité commerciale, la performance économique et l'équilibre financier de la société.

Dans ce contexte, la STIP a entamé un processus de recherche de solutions stratégiques visant la restructuration de la société et le rétablissement de son équilibre financier. Ce processus, encadré par les pouvoirs publics, comprend, notamment :

- Le rééchelonnement d'une partie de l'endettement bancaire et l'abandon des intérêts de retard par les bailleurs de fonds.
- La conversion en capital d'une partie de l'endettement bancaire.
- Le cautionnement, par la Banque Nationale Agricole, la Société Tunisienne des Banques et la Banque de l'Habitat, de la ligne de crédit consentie par la Banque Islamique de Développement « BID » pour 25 millions de dollars US.
- Le rééchelonnement de la dette de la société envers la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.
- La restitution, par l'Etat, du crédit de TVA et de droits de douanes.
- La cession des immobilisations non nécessaires à l'exploitation.
- La réduction de l'effectif de la société et l'indemnisation du personnel partant.

Toutefois, et malgré la tenue d'un conseil inter ministériel pour examiner le dossier de restructuration de la STIP, aucune mesure concrète n'a été prise pour assainir la situation financière de la société.

Cette situation fait peser des doutes sur la capacité de la STIP à poursuivre ses activités.

Nonobstant les incertitudes précitées, les présents états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus en matière de continuité de l'exploitation qui prévoient que la STIP sera en mesure de réaliser ses éléments d'actif et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal des affaires.

En conséquence, les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique. Les autres méthodes d'évaluation les plus significatives se résument comme suit:

UNITE MONETAIRE

Les états financiers sont établis en dinars tunisiens. Les soldes des opérations libellées en monnaie étrangère ont été convertis au cours de clôture et les gains et pertes de change ont été imputés directement aux résultats conformément aux dispositions de la norme comptable n° 15.

IMMOBILISATIONS

Seuls les éléments répondant aux critères de prise en compte d'un actif ont été immobilisés. Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'entrée qui comprend le prix d'achat augmenté des droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs tels que les commissions et courtages, les frais de transit, les frais de préparation du site, les frais de livraison, de manutentions initiales et les frais d'installation.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisations effectives de chaque immobilisation suivant le système linéaire et sur la base des taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	33%
Know How	10%
Fonds de commerce	5%
Constructions	5%
Installations, Agencements et Aménagements des constructions	10%
Matériel et outillage industriel	10%
Matériel informatique	15%
Matériel de transport	20%
Mobilier et matériel de bureau	10%

La société a réévalué ses immobilisations au cours de l'exercice 1996. Cette opération a été faite sur la base des indices de réévaluation fixés par le décret 90-905 du 04 juin 1990 et a permis de dégager une réserve spéciale de réévaluation de 7 705 346 DT inscrite parmi les capitaux propres.

Les valeurs nettes comptables des immobilisations réévaluées sont amorties linéairement aux taux suivants:

Nature d'immobilisation	Taux
Constructions	2,5% à 5%
Matériels et outillages industriels	20%

STOCKS

Les valeurs d'exploitation comprennent les matières premières, les matières consommables, les pièces de rechanges, les produits en cours, les produits finis et les marchandises. Ils sont valorisés aux coûts standards d'achat ou de production qui sont calculés au début de chaque année sur la base des prévisions budgétaires.

A la clôture de l'exercice les coûts standards prévisionnels sont corrigés en fonction de l'évolution du coût de la matière première.

En matière de provision sur stock de produits finis, il est procédé comme suit:

- Pour le stock de pneus destinés à l'exportation (essentiellement agricoles) dont la valeur de réalisation nette est inférieure au coût de production ; une provision égale à la différence est constatée.
- Pour les produits finis fabriqués pour le compte de la société " Pirelli" et qui sont facturés à un prix conventionnel, une provision égale à la différence entre le prix de vente et le coût standard de production a été constituée.

EMPRUNTS

Le principal des emprunts est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des passifs non courants. La partie à échoir dans un délai inférieur à une année est classée parmi les passifs courants.

III. NOTES EXPLICATIVES DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

III.1. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations nettes s'élèvent au 31/12/2006 à 76 895 666 DT. Elles sont analysées au niveau du tableau suivant :

Désignation	Valeur brute 31/12/2005	Acquisitions	Transfert	Cession et autres	Valeur brute au 31/12/2006	Amortissements cumulés au 31/12/2005	Dotations 2006	Cessions et régularisations	Amortissements cumulés au 31/12/2006	VCN au 31/12/2006
Immobilisations incorporelles										
-Know How	7 004 062	-	-	-	7 004 062	(3 028 111)	(532 839)	-	(3 560 949)	3 443 113
-Logiciels	550 831	-	-	-	550 831	(369 388)	(181 444)	-	(550 831)	-
-Fonds commercial	762 697	-	-	-	762 697	(343 214)	(38 135)	-	(381 349)	381 349
-En cours	16 425	-	-	-	16 425	-	-	-	-	16 425
-Avance sur commandes	32 840	-	-	-	32 840	-	-	-	-	32 840
Sous-total (I)	8 366 856	-	-	-	8 366 856	(3 740 712)	(752 417)	-	(4 493 129)	3 873 727
Immobilisations corporelles										
-Terrains	1 292 848	75 250	-	-	1 368 098	-	-	-	-	1 368 098
-Constructions	24 869 690	-	22 681	-	24 892 371	(9 635 036)	(847 613)	-	(10 482 649)	14 409 721
-Constructions réévaluées	999 739	-	-	-	999 739	(523 537)	(17 075)	-	(540 612)	459 127
-Agencement et aménagement des constructions	3 069 451	-	-	-	3 069 451	(1 604 838)	(274 010)	-	(1 878 848)	1 190 603
-Matériel & outillages industriels	98 393 685	87 317	147 268	(266 232)	98 362 038	(35 447 131)	(9 001 147)	142 997	(44 305 280)	54 056 758
-Matériel & outill. industriels réévalués	37 882 768	-	-	-	37 882 768	(37 882 768)	-	-	(37 882 768)	-
-Matériel de transport	2 039 097	-	-	(150 683)	1 888 414	(1 906 636)	(104 141)	150 683	(1 860 094)	28 320
-Matériel informatique	974 965	6 966	-	-	981 930	(764 697)	(61 932)	-	(826 629)	155 301
-Agencement, Aménagements & Installations	1 083 287	-	-	(2 397)	1 080 890	(727 129)	(68 786)	2 397	(793 518)	287 372
-Equipement de bureau	437 593	2 533	-	(2 249)	437 876	(314 063)	(25 892)	1 500	(338 455)	99 421
-En cours	300 853	-	(169 948)	(13 396)	117 509	-	-	-	-	117 509
-Avance sur cdes(all-steel)	793 689	56 019	-	-	849 708	-	-	-	-	849 708
Sous-total (II)	172 137 665	228 085	-	(434 956)	171 930 793	(88 805 834)	(10 400 597)	297 576	(98 908 854)	73 021 939
Total (I+II)	180 504 521	228 085	-	(434 956)	180 297 649	(92 546 546)	(11 153 014)	297 576	(103 401 983)	76 895 666

III.2. LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les immobilisations financières nettes des provisions totalisent au 31/12/2006 un solde de 4 765 742 DT contre un solde net de 4 787 160 DT au 31/12/2005. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Titres de participation SOMACOP	5 596 860	597 460	4 999 400
Titres de participation SMTP	4 508 355	4 508 355	-
Créances rattachées à des participations SOMACOP	-	1 000 000	(1 000 000)
Cautionnements	257 387	278 805	(21 418)
Total valeur brute	10 362 602	6 384 620	3 977 982
- Provision pour dépréciation	(5 596 860)	(1 597 460)	(3 999 400)
Total valeur nette	4 765 742	4 787 160	(21 418)

La provision pour dépréciation des immobilisations financières est relative aux titres SOMACOP.

III.3. LES AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants présentent au 31/12/2006 une valeur nette nulle contre 554 471 DT au 31/12/2005. Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Frais de formation du personnel dans le cadre de la création de l'unité de production des pneus ALL-STEEL	1 012 021	1 012 021	-
Résultat de pré-exploitation ALL-STEEL	651 059	651 059	-
Total valeur brute	1 663 080	1 663 080	-
- Résorption	(1 663 080)	(1 108 609)	(554 471)
Total valeur nette	-	554 471	(554 471)

III.4. LES STOCKS

Les stocks affichent au 31/12/2006 un solde brut de 28 991 640 DT contre un solde brut de 28 875 674 DT au 31/12/2005. La provision pour dépréciation des stocks s'élève à 1 045 279 DT au 31/12/2006 contre 1 319 135 DT au 31/12/2005 soit un solde net des stocks au 31/12/2006 de 27 946 361 DT contre 27 556 539 DT au 31/12/2005.

Les stocks se détaillent dans le tableau qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Matières premières	12 415 505	6 548 412	5 867 094
- Provision pour dépréciation	-	-	-
Total valeur nette des matières premières	12 415 505	6 548 412	5 867 094
Stock de produits finis	8 411 768	14 126 088	(5 714 320)
- Provision pour dépréciation	(245 279)	(519 136)	273 856
Total valeur nette des produits finis	8 166 489	13 606 953	(5 440 464)
Stock d'en-cours de productions de biens	2 316 424	1 983 691	332 733
- Provision pour dépréciation	-	-	-
Total valeur nette des en-cours	2 316 424	1 983 691	332 733
Stock de pièces de rechange	5 847 942	6 217 484	(369 542)
- Provision pour dépréciation	(800 000)	(800 000)	-
Total valeur nette des pièces de rechange	5 047 942	5 417 484	(369 542)
Total valeur nette	27 946 361	27 556 539	389 822

III.5. LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les clients et comptes rattachés affichent une valeur brute au 31/12/2006 de 32 128 125 DT contre 47 109 857 DT au 31/12/2005. La provision pour dépréciation des créances clients s'élève au 31/12/2006 à 13 571 804 DT contre 16 710 293 DT au 31/12/2005.

La valeur nette des clients et comptes rattachés s'élève ainsi à 18 556 321 DT au 31/12/2006 contre 30 399 565 DT au 31/12/2005.

Cette rubrique se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Clients locaux	9 584 461	7 830 732	1 753 729
Clients locaux, effets à recevoir	343 688	1 498 710	(1 155 022)
Clients étrangers	16 816 493	29 824 009	(13 007 517)
Clients douteux	5 383 484	7 956 407	(2 572 923)
Total	32 128 125	47 109 857	(14 981 734)
- Provision pour dépréciation	(13 571 804)	(16 710 293)	3 138 489
Total valeur nette	18 556 321	30 399 565	(11 843 243)

Les clients locaux se détaillent comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
SNP	5 650 015	6 003 039	353 024
SOMACOP	1 697 838	1 782 310	84 472
STPCM	1 927 218	1 326 091	(601 127)
SNT	195 199	299 733	104 533
C.S.P.D	12 233	169 595	157 363
SICAME	82 731	108 860	26 129
BECHIR LOUATY (SFAX PNEU)	17 630	101 667	84 037
STE LE PNEU	(3 176)	(131 241)	(128 066)
ETS KHALFALLAH	32 402	(232 303)	(264 705)
Ste EL Wafa	(69 399)	(251 056)	(181 657)
JOMAA ET CIE	(256 821)	(701 311)	(444 491)
STPCI	(21 102)	(917 907)	(896 804)
Autres	319 692	273 255	(46 437)
Total	9 584 461	7 830 732	(1 753 729)

Les clients étrangers se détaillent comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
SMTP AMINE	14 016 444	21 186 563	(7 170 119)
PIRELLI TYRE (EUROPE) S.A	145 437	4 080 972	(3 935 535)
MAAP	2 268 532	2 268 532	-
Autres	84 539	1 670 707	(1 586 168)
Total des créances exprimé en coût d'origine	16 514 952	29 206 774	(12 691 822)
Ecart de conversion	301 541	617 235	(315 694)
Total	16 816 493	29 824 009	(13 007 517)

Les effets à recevoir se détaillent comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
STIA	243 490	-	
SOMACOP	-	1 337 165	(1 337 165)
ITUREP	43 474	89 782	(46 308)
STPCI	-	45 480	(45 480)
SPG	53 139	-	
Autres	3 585	26 283	(22 698)
Total	343 688	1 498 710	(1 155 022)

Les clients douteux se détaillent comme suit:

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
WTC	2 628 190	2 671 502	(43 313)
SOMACOP (effets échus non payés)	0	2 516 110	(2 516 110)
STE CLE DU PORT	2 284 227	2 124 617	159 610
Autres	471 067	644 177	(173 110)
Total	5 383 484	7 956 407	(2 572 923)

III.6. LES AUTRES ACTIFS COURANTS

La valeur nette des autres actifs courants s'élève au 31/12/2006 à 15 539 377 DT contre 19 886 289 DT au 31/12/2005. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Fournisseurs débiteurs	1 244 244	1 710 633	(466 389)
Personnel et comptes rattachés	77 370	115 643	(38 273)
Etat et comptes rattachés	13 530 548	17 155 344	(3 624 796)
Comptes courants associés	752 570	533 870	218 700
Autres débiteurs	-	879	(879)
Comptes de régularisation actif	215 527	469 647	(254 120)
Total	15 820 259	19 986 016	(4 165 757)
- Provision pour dépréciation	(280 882)	(99 728)	(181 155)
Total valeur nette	15 539 377	19 886 289	(4 346 911)

Les comptes de personnel et comptes rattachés se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Avances et acomptes M'saken	45 802	76 112	(30 310)
Avances et acomptes Menzel Bourguiba	9 598	15 076	(5 478)
FNS 26-26	21 970	24 455	(2 485)
Total	77 370	115 643	(38 273)

Les comptes Etat et comptes rattachés se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Impôt sur les sociétés à reporter	3 413 639	2 762 508	651 130
TVA déductible	604 473	9 822	594 651
Crédit de TVA	8 591 443	14 125 027	(5 533 585)
Droit de douanes	17 069	257 897	(240 828)
Rappel d'impôt	545 414	-	545 414
TFP	358 511	-	358 511
Droits d'enregistrement	-	89	(89)
Total	13 530 548	17 155 344	(3 624 796)

Les comptes courants associés se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
SOMACOP	370 256	269 643	100 613
SMTP Amine	373 690	255 567	118 123
SOMACOP PLUS	8 624	8 660	(36)
Total	752 570	533 870	218 700

Les comptes de régularisation actif se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Charges constatées d'avance	215 527	469 647	(254 120)
Total	215 527	469 647	(254 120)

III.7. LES LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31/12/2006 à 5 671 208 DT contre 4 491 902 DT au 31/12/2005. Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Banques	3 591 476	425 523	3 165 953
Caisses	83 832	8 393	75 440
Chèques à L'Encaissement	458 976	-	458 976
Effets à L'Encaissement	482 209	1 351 797	(869 588)
Effets à L'Escompte	53 800	574 171	(520 371)
Régies d'avance & accréditifs	1 000 915	2 132 016	(1 131 101)
Total	5 671 208	4 491 902	1 179 306

III.8. LES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres ont passé de 2 606 423 DT au 31/12/2005 à (29 662 945) DT au 31/12/2006.

Cette variation est détaillée dans le tableau de variation des capitaux propres qui suit :

Mouvement	Capital social	Réserve légale	Réserve spéciale d'investissement	Réserve spéciale	Actions propres	Autres capitaux propres	Résultats reportés	Amortissements différés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31/12/2005	42 078 240	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	(4 295 634)	(15 759 977)	(31 818 741)	2 606 423
Affectation de résultat de l'exercice 2005 suivant la décision de l'AGO du 29/06/2006	-	-	-	-	-	-	(20 487 662)	(11 331 078)	31 818 741	-
Résultat net de l'exercice 2006	-	-	-	-	-	-	-	-	(32 269 368)	(32 269 368)
Solde au 31/12/2006	42 078 240	2 419 912	1 903 050	700 000	(325 774)	7 705 346	(24 783 296)	(27 091 056)	(32 269 368)	(29 662 945)

III.9. LES EMPRUNTS

Les emprunts affichent au 31/12/2006 un solde de 35 614 460 DT contre un solde de 44 994 335 DT au 31/12/2005 et sont détaillés ainsi :

BAILLEURS DE FONDS	durée	Franchise	Taux	Solde au 31 décembre 2005				Exercice 2006			Solde au 31 décembre 2006			
				Crédit initial	Échéance à plus d'un an	Échéance à moins d'un an	Echéances impayées	Total	Remboursements	Reclassements	Échéance à plus d'un an	Échéance à moins d'un an	Echéances impayées	Total
UBCI crédit 1269.888,000	7 ans	2 ans	4,00000 %	4 000 000	816 357	181 413	0	997 769	181 413	181 413	634 944	181 413	0	816 357
UBCI crédit 672.555,288	7 ans	2 ans	4,00000 %	"	432 357	96 079	0	528 436	96 079	96 079	336 278	96 079	0	432 357
UBCI Crédit 1 474 524,000	7 ans	2 ans	4,00000 %	"	947 908	210 646	-	1 158 555	210 646	210 646	737 262	210 646	-	947 908
UBCI Crédit 793 688,913	7 ans		4,00000 %	"	510 229	113 384	-	623 613	113 384	113 384	396 844	113 384	-	510 229
STB Crédit : 2.063.027,120	15 ans	3 ans	9,22000 %	14 000 000	1 805 149	171 919	85 959	2 063 027	-	171 919	1 633 230	171 919	257 878	2 063 027
STB Crédit : 2.372 171.477	15 ans	3 ans	9,22000 %	"	2 125 070	197 681	49 420	2 372 171	-	197 681	1 927 389	197 681	247 101	2 372 171
STB Crédit : 3.358.906,778	15 ans	3 ans	9,22000 %	"	2 939 043	279 909	139 954	3 358 907	-	279 909	2 659 135	279 909	419 863	3 358 907
STB Crédit : 1 205 894,625	15 ans	2 ans	9,22000 %	"	1 105 403	100 491	-	1 205 895	-	100 491	1 004 912	100 491	100 491	1 205 895
STB Crédit : 2.372 546.236	15 ans	2 ans	9,29300 %	"	2 007 539	182 504	136 878	2 326 920	-	182 504	1 825 036	182 504	319 381	2 326 920
STB Crédit : 2.627 453.764	15 ans	2 ans	9,29300 %	"	2 223 230	202 112	151 584	2 576 926	-	202 112	2 021 118	202 112	353 696	2 576 926
STB Crédit : 5.000 000.000	7 ans	-	7,31250 %	5 000 000	2 500 000	714 286	714 286	3 928 571	-	714 286	1 785 714	714 286	1 428 571	3 928 571
BS Crédit 2 000.000,000	7 ans	2 ans	6,93750 %	2 000 000	1 090 462	383 188	91 453	1 565 103	376 513	410 861	679 602	410 861	98 128	1 188 590
BS Crédit : 1000 000 D	20 mois		6,75000 %	2 000 000	111 861	636 313	50 997	799 170	578 236	111 861	(0)	111 861	109 073	220 934
BS Crédit : 170 000 D					-	15 604	14 538	30 142						
Amen Bank Credit 2 200 000,000	12 ans	2 ans	6,90625 %	7 000 000	1 891 250	160 750	-	2 052 000	-	174 250	1 717 000	174 250	160 750	2 052 000
Amen Bank Credit 800 000 D	12 ans	2 ans	6,90625 %	"	687 500	58 500	-	746 000	-	63 250	624 250	63 250	58 500	746 000
Amen bank crédit 4000.000	10 ans	2 ans	4,00000 %		3 586 500	280 250	-	3 866 750	-	304 250	3 282 250	304 250	280 250	3 866 750
AMEN BANK : 1 200 000D	3 ans		7,00000 %		827 925	372 075	-	1 200 000	-	399 439	428 486	399 439	372 075	1 200 000
ATB Crédit : 1 000 000,000	5 ans	1 an	6,90625 %	4 000 000	200 000	200 000	-	400 000	200 000	200 000	-	200 000	-	200 000
ATB Crédit : 1 500 000,000	5 ans		6,90625 %		315 789	315 789	-	631 579	315 789	315 789	-	315 789	-	631 579
ATB : Crédit 900 000,000	5 ans				189 474	189 474	-	378 947	189 474	189 474	-	189 474	-	378 947
ATB Crédit : 600 000,000D	5 ans				126 316	126 316	-	252 632	126 316	126 316	-	126 316	-	252 632
BFT Crédit : 3 000 000,000	7 ans	2 ans	6,90625 %	3 000 000	1 636 370	545 452	818 178	3 000 000	-	545 452	1 090 918	545 452	1 363 630	3 000 000
UIB Crédit réaménagé : 3 555 000 D	6 ans		6,00000 %		2 908 440	646 560	-	3 555 000	-	646 320	2 262 120	646 320	560 000	3 555 000
UIB Crédit réaménagé :445 000 D	2,5 ans		7,00000 %		222 000	223 000	-	445 000	-	222 000	-	222 000	223 000	445 000

BTKD Crédit 6 000 000,000	12 ans	2 ans	7,93750 %	6 000 000	4 350 000	600 000	-	4 950 000	-	600 000	3 750 000	600 000	600 000	4 950 000
BTKD Crédit réaménagé 1 050 000D			7,00000 %		1 050 000	-	-	1 050 000	-	144 000	906 000	144 000	-	1 050 000
BNA Crédit 8 424 000,000	7 ans	2 ans	6,90625 %	10 000 000	5 054 400	1 684 800	1 684 800	8 424 000	-	1 684 800	3 369 600	1 684 800	3 369 600	8 424 000
BNA Crédit 1576.000,000D	7 ans		6,00000 %		1 182 000	315 200	78 800	1 576 000	-	315 200	866 800	315 200	394 000	1 576 000
BNA Crédit 4410000D	18M		8,00000 %	4 410 000	-	1 274 634	2 314 731	3 589 365	-	-	-	-	3 589 365	3 589 365
BIAT 2 500 000 D	7 ans	2 ans	7,00000 %	2 500 000	1 904 762	476 190	119 048	2 500 000	-	476 190	1 428 571	476 190	595 238	2 500 000
BH Crédit 247 000 D	10 ANS		8,20000 %	247 000	247 000	-	-	247 000	-	-	247 000	-	-	247 000
Total				64 157 000	44 994 335	10 954 518	6 450 625	62 399 478	2 387 851	9 379 876	35 614 460	9 379 876	14 987 151	59 981 487

III.10. LES AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants s'élevant au 31/12/2006 et au 31/12/2005 à 844 649 DT. Il s'agit d'une avance accordée par l'état Tunisien depuis les premières années d'activité de la " STIP ", et qui provient d'un don Italien.

III.11. LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges s'élèvent au 31/12/2006 à 4 720 000 DT contre 930 000 DT au 31/12/2005. Elles se détaillent ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Provisions pour amendes et pénalités	-	310 000	(310 000)
Autres provisions pour risques et charges	20 000	120 000	(100 000)
Provision pour restructuration	4 700 000	500 000	4 200 000
Total	4 720 000	930 000	3 790 000

La provision pour restructuration est relative à une enveloppe allouée au désintéressement du personnel qui s'élève à 4 700 000 DT.

III.12. AUTRES DETTES NON COURANTES

Les autres dettes non courantes s'élèvent au 31/12/2006 à 3 389 169 DT contre une valeur nulle au 31/12/2005.

La STIP a bénéficié d'un échéancier s'étalant sur cinq pour le remboursement de sa dette vis à vis de la CNSS d'un montant de DT 4 498 530. La partie à échoir dans un délai supérieur à une année est classée parmi les passifs non courants. Celle à moins d'une année est classée parmi les passifs courants.

III.13. LES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés est de 14 169 888 DT au 31/12/2006 contre 17 375 698 DT au 31/12/2005. Cette rubrique se détaille dans ce qui suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>			
Fournisseurs locaux	3 079 928	3 188 072	(108 144)
Fournisseurs étrangers	8 345 438	10 519 783	(2 358 174)
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	1 541	1 541	-
Fournisseurs, factures non parvenues	1 433 540	1 895 136	(461 596)
Fournisseurs locaux, effets à payer	701 923	962 624	(260 702)
Total des fournisseurs d'exploitation	13 562 370	16 567 157	(3 188 615)
<i>Fournisseurs d'immobilisations</i>			
Fournisseurs locaux	258 026	300 949	(42 923)
Fournisseurs étrangers	143 860	289 460	38 228
Fournisseurs locaux, retenus de garantie	205 632	218 133	(12 500)
Total des fournisseurs d'immobilisations	607 518	808 542	(17 195)
Total	14 169 888	17 375 698	(3 205 809)

III.14. LES AUTRES PASSIFS COURANTS

Le total des autres passifs courants s'élève au 31/12/2006 à 18 181 063 DT contre 17 971 129 DT au 31/12/2005 et se détaille ainsi :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Clients débiteurs	7 068 010	6 564 895	503 115
Personnel et comptes rattachés	3 909 892	3 110 469	799 423
Etat et comptes rattachés	2 778 496	3 635 552	(857 057)
Comptes courants associés	1 067 622	1 069 607	(1 985)
Autres créditeurs	2 563 594	2 967 416	(403 822)
Comptes de régularisation passif	788 049	538 978	249 071
Provisions courantes pour risques et charges	5 401	84 211	(78 811)
Total	18 181 063	17 971 129	209 934

III.15. LES CONCOURS BANCAIRES ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

Les concours bancaires et autres passifs financiers s'élèvent au 31/12/2006 à 102 118 391 DT contre 90 911 666 DT au 31/12/2005. Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Échéances à moins d'un an sur emprunts non courants	24 367 027	17 405 143	6 961 883
Emprunts courants	33 882 212	38 617 314	(4 735 102)
Intérêts courus	6 826 606	4 038 147	2 788 459
Services bancaires	-	40 000	(40 000)
Banques	37 042 546	30 811 061	6 231 485
Total	102 118 391	90 911 666	11 206 725

III.16. LES REVENUS

Les revenus réalisés au cours de 2006 s'élèvent à 64 964 214 DT contre 90 337 983 DT réalisés au cours de 2005 soit une diminution de 25 373 769 DT.

Les revenus se détaillent dans ce qui suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Ventes locales			
Ventes locales de produits finis Msaken	18 630 474	23 198 100	(4 567 627)
Ventes locales de produits finis "All-steell"	12 840 850	14 435 147	(1 594 297)
Ventes locales de produits finis MI Bourguiba	6 449 849	7 826 410	(1 376 561)
Ventes locales de marchandises	-	20 524	(20 524)
Ventes de produits intermédiaires	442 353	519 343	(76 990)
Ristournes sur ventes	(1 753 977)	(1 785 309)	31 333
Total des ventes locales	36 609 549	44 214 215	(7 604 666)
Ventes à l'export			
Exportation de produits finis Msaken	16 200 808	22 942 603	(6 741 795)
Exportation de produits finis "All-steell"	9 345 465	19 326 074	(9 980 609)
Exportation de produits finis MI Bourguiba	2 317 659	2 547 426	(229 767)
Exportation de produits finis Pirelli U2	1 712 848	3 571 738	(1 858 890)
Exportation de services	36 614	18 590	18 024
Ristournes sur ventes accordées	(1 258 729)	(2 282 663)	1 023 934
Total des ventes à l'export	28 354 665	46 123 768	(17 769 103)
Total	64 964 214	90 337 983	(25 373 769)

III.17. LES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation réalisés au cours de 2006 s'élèvent à 269 862 DT contre 292 115 DT réalisés au cours de 2005.

Ils se détaillent ainsi :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Revenus des immeubles	31 646	26 560	5 086
Vente de déchets	99 352	203 655	(104 302)
Autres produits	137 464	61 900	75 564
Subventions d'exploitation	1 400	-	1 400
Total	269 862	292 115	(22 252)

III.18. LA VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS FINIS ET DES EN COURS

La variation des stocks de produits finis et des en-cours affiche au cours de 2006 un total de 5 381 587 DT contre 4 745 087 DT au cours de 2005.

Elle se détaille dans le tableau qui suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Variation stock en cours	(332 733)	258 205	(590 938)
Variation stock produits finis	5 714 320	4 486 882	1 227 438
Total	5 381 587	4 745 087	636 500

III.19. LES ACHATS D'APPROVISIONNEMENTS CONSOMMES

Les achats d'approvisionnement consommés encourus en 2006 s'élèvent à 42 465 082 DT contre 62 333 253 DT encourus en 2005.

Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Achats d'approvisionnements	39 998 302	48 320 740	(8 322 438)
Variation de stocks des autres approvisionnements	(5 867 094)	3 682 038	(9 549 132)
Total des achats consommés d'approvisionnements	34 131 208	52 002 778	(17 871 570)
Achats de fournitures et matières consommables	4 503 014	6 038 670	(1 535 656)
Variation de stocks matières premières et fournitures	369 541	(152 627)	522 167
Total des achats consommés de matières premières et de consommables	4 872 555	5 886 043	(1 013 489)
Achats non stockés	3 461 319	4 444 431	(983 112)
Total	42 465 082	62 333 253	(19 868 171)

III.20. LES CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel encourues en 2006 s'élèvent à 20 015 587 DT contre 21 688 734 DT encourus en 2005.

Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Salaires	15 852 221	17 051 350	(1 199 129)
Charges sociales	3 879 190	4 046 113	(166 923)
Autres charges sociales	381 088	385 994	(4 906)
Fonds social	(96 912)	205 277	(302 189)
Total	20 015 587	21 688 734	(1 673 148)

III.21. LES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

Les dotations aux amortissements et aux provisions de 2006 s'élèvent à 16 186 884 DT contre 14 255 138 DT encourus en 2005. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	11 153 014	11 369 215	(216 201)
Dotations aux provisions pour dépréciation des clients	1 000 000	4 171 502	(3 171 502)
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs courants	181 155	-	181 155
Dotations aux provisions pour risques et charges	4 205 401	6 391	4 199 010
Dotations aux résorptions des charges à répartir	554 471	554 304	166
- Reprises sur provisions	(907 156)	(1 846 273)	939 117
Total	16 186 884	14 255 138	1 931 746

III.22. LES AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation encourues en 2006 s'élèvent à 4 617 127 DT contre 6 723 312 DT encourues en 2005. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Services extérieurs	1 992 405	2 507 649	(515 244)
Autres services extérieurs	2 120 246	2 028 932	91 314
Charges diverses ordinaires	491 277	726 052	(234 775)
Impôt et taxes	13 199	460 679	(447 480)
Total	4 617 127	6 723 312	(2 106 185)

Les services extérieurs se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Location et charges locatives	817 683	1 068 943	(251 260)
Entretien et réparation	431 064	633 499	(202 435)
Primes d'assurances	679 162	743 862	(64 700)
Gardiennage	64 495	61 344	3 151
Total des services extérieurs	1 992 405	2 507 649	(515 244)

Les autres services extérieurs se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Commissions sur ventes	37 011	-	37 011
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	356 688	243 302	113 387
Relations publiques	166 292	238 526	(72 234)
Frais de transport	650 963	1 268 341	(617 378)
Missions et réceptions	96 567	148 025	(51 458)
Frais postaux et de télécommunication	86 178	119 934	(33 757)
Frais et commissions bancaires	726 547	1 010 802	(284 255)
Total des services extérieurs	2 120 246	2 028 932	91 314

Les charges diverses ordinaires se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Redevances techniques	434 930	651 234	(216 304)
Jetons de présence	39 000	36 000	3 000
Autres charges diverses ordinaires	17 347	38 818	(21 471)
Total des charges diverses ordinaires	491 277	726 052	(234 775)

Les impôts et taxes se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
T.F.P	158 544	170 277	(11 733)
FOPROLOS	158 544	170 277	(11 733)
Ristourne sur . T.F.P	(501 980)	-	(501 980)
T.C.L	14 551	14 654	(103)
Droits d'enregistrement et de timbres	138 529	47 620	90 909
Taxes sur les véhicules	32 895	32 770	125
Taxes de voyages	1 196	765	431
Droits de douanes sur exports	773	725	48
Autres droits, impôts & taxes	10 147	23 592	(13 445)
Total des impôts et taxes	13 199	460 679	(447 480)

III.23. LES CHARGES FINANCIERES NETTES

Les charges financières nettes encourues en 2006 s'élèvent à 9 610 323 DT contre 12 509 426 DT encourues en 2005.

Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Intérêts sur crédits d'exploitation	758 716	883 305	(124 589)
Intérêts de retard de paiement	1 583 957	237 080	1 346 876
Intérêts sur emprunts	3 332 425	4 491 677	(1 159 252)
Intérêts des comptes courants	2 793 934	1 934 545	859 390
Intérêts sur escomptes des effets recevoir	731 646	1 151 563	(419 918)
Intérêts sur crédits financement des stocks	54 180	103 915	(49 735)
Intérêts sur financement des exportations	936 287	993 649	(57 362)
Autres Intérêts Bancaire	98 921	167 697	(68 776)
Intérêts des autres dettes	28 323	5 381	22 942
Intérêts des obligations cautionnées	-	138 550	(138 550)
Autres intérêts et pénalités	177 434	550 539	(373 104)
Revenus des autres créances	-	(22 286)	22 286
Intérêts créditeurs des comptes courants bancaires	(10 230)	(1 982)	(8 247)
Pertes et gains de Change réalisés	(465 072)	396 710	(861 783)
Pertes et gains de Change non réalisés	(410 197)	1 479 081	(1 889 278)
Total	9 610 323	12 509 426	(2 899 103)

III.24. PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits de placements encourus en 2006 s'élèvent à 218 097 DT contre une valeur nulle en 2005.

Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Dividendes sur participations SMTP Amine	218 097	-	218 097
Total	218 097	-	218 097

III.25. AUTRES GAINS ORDINAIRES

Les autres gains ordinaires réalisés au cours de 2006 s'élèvent à 1 024 932 DT contre 24 291 DT en 2005.

Ils se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Produits nets sur cessions d'immobilisations	23 330	12 725	10 605
Abandon des pénalités de retard sur impôts "all-steel" (Cf. note V)	525 907	-	525 907
Annulation intérêts sur crédit BID réglé	295 875	-	295 875
Annulation échéance leasing ⁽¹⁾	151 931	-	151 931
Autres gains ordinaires	27 889	11 566	16 323
Total	1 024 932	24 291	1 000 641

⁽¹⁾ Il s'agit d'annulation d'une dette fournisseur relative à une immobilisation acquise par voie de leasing.

III.26. AUTRES PERTES ORDINAIRES

Les autres pertes ordinaires réalisées au cours de 2006 s'élèvent à 426 474 DT contre 146 437 DT en 2005. Elles se détaillent comme suit :

Libellé	Exercice de 12 mois clos au		Variation
	31/12/2006	31/12/2005	
Charges nettes sur sorties d'immobilisations	123 984	134 214	(10 229)
Cotisations complémentaires relatives au redressement CNSS en Mars 2006	273 714	-	273 714
Autres pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	28 776	12 223	16 553
Total	426 474	146 437	280 037

III.27. TRESORERIE DE DEBUT ET DE FIN DE PERIODE

La trésorerie à la clôture de l'exercice 2006 s'élève à (31 371 338) DT contre (26 319 159) DT en 2005 et se détaille comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2006	Solde au 31/12/2005	Variation
Banques	3 591 476	425 523	3 165 953
Caisses	83 832	8 393	75 440
Chèques à L'Encaissement	458 976	-	458 976
Effets à L'Encaissement	482 209	1 351 797	(869 588)
Effets à L'Escompte	53 800	574 171	(520 371)
Régies d'avance & accréditifs	1 000 915	2 132 016	(1 131 101)
Banques débitrices	(37 042 546)	(30 811 061)	(6 231 485)
Total	(31 371 338)	(26 319 159)	(5 052 177)

IV. ENGAGEMENTS HORS BILAN

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
1- Engagements donnés					
a) Garantie réelle					
• <i>Hypothèques</i>					
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à la zone de Ksar Saïd		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB,			
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Ezzaïet		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BNA, BIAT, UIB			
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Menzel Bourguiba		BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BIAT			
Hypothèque de 1er rang et en pari passu sur la propriété sise à Tunis (Siège social)		BS, ATB, UBCI			
• <i>Nantissement</i>					
Nantissement en rang utile en pari passu sur les fonds de commerce sis à Ezzaïet et à Menzel Bourguiba (Y compris les Matériels et outillages)		BFT, STB, BS, ATB, BTKD, UBCI, AMEN BANK, BIAT et UIB			
b) Effets escomptés et non échus	6 126 444				
Effets escomptés et non échus	5 491	A.M.S	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	65 564	BECHIR LOUATY (SFAX PNEU)	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	286 170	C.S.P.D	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	4 652	COMECAB	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	390 053	COMET	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	55 704	COMPAGNIE Gle DES ECHANGES	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	89 238	Gros Pneus	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	43 183	ITUREP	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	1 719 002	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	188 808	S T I A	Oui	Oui	-
Effets escomptés et non échus	378 534	S.C.P	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	342 404	SCIT	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	45 785	SET CAR	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	132 450	SICAME	Oui	Oui	-
Effets escomptés et non échus	11 609	SIMMA	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	100 000	SNP	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	281 410	SNT	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	183 299	SOCOREP	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	341 473	SPG	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	808 959	Ste EL Wafa	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	440 082	STPCI	Non	Non	-
Effets escomptés et non échus	212 571	TUNICOM	Non	Non	-
2 - Engagements reçus					
a) Garanties personnelles					
• <i>Caution personnelle</i>					
Caution accordée par un client	1 000 000	SPG	Non	Non	-
Caution accordée par un client	2 000 000	STPCI	Non	Non	-
Caution accordée par un client	1 000 000	SNP	Non	Non	-
Caution accordée par un client	400 000	Gros Pneus	Non	Non	-

Type d'engagement	Valeur Totale	Tiers	Entreprise liée	Associés	Provisions
b) Garantie réelles					
• <i>Hypothèques</i>	1 514 311				
Hypothèque sur titre foncier n° 39984	200 000	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Hypothèque sur titre foncier n° 48957	50 000	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Hypothèque sur titre foncier n° 26733	-	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Hypothèque sur titre foncier n° 17664	414 311	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Hypothèque sur titre foncier n° 90475	700 000	SNP	Non	Non	-
Hypothèque sur titre foncier n° 49059	150 000	SPE	Non	Non	-
• <i>Nantissement</i>	971 810				
Contrat de nantissement sur 4 fonds de commerce	671 810	JOMAA ET CIE	Non	Non	-
Contrat de nantissement sur un fonds de commerce	300 000	SPE	Non	Non	-
TOTAL	6 886 121				
3 - Engagements réciproques					
• Contrats de leasing	803 698				
Contrat n° 2004-3178	90 370	AIL	Non	Non	-
Contrat n° 108680	135 266	Modern Lease	Non	Non	-
Contrat n° 112620	445 153	Modern Lease	Non	Non	-
Contrat n° 126310	24 177	ATL	Non	Non	-
Contrat n° 41968	108 733	Tunisie Leasing	Non	Non	-

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES

Postes concernés	Montant garanti
• Emprunt d'investissement	59 981 487
AMEN BANK	7 864 750
ATB	831 579
BFT	3 000 000
BH	247 000
BIAT	2 500 000
BNA	13 589 365
BS	1 409 525
BTKD	6 000 000
STB	17 832 418
UBCI	2 706 850
UIB	4 000 000

V. EVENTUALITES

En application des dispositions de la loi n° 2006-25 du 15 mai 2006 relative à l'amnistie fiscale, la STIP a bénéficié, au cours de l'exercice, de l'abandon des pénalités de contrôle et de retard se rapportant à la dette fiscale constatée en vertu de la reconnaissance de dette du 23 avril 2005 relative aux impôts et taxes dus au titre de la mise en place de la technologie Pirelli.

Cet abandon a permis à la société :

- d'une part, d'annuler la quote-part de la dette fiscale initialement comptabilisée au titre des pénalités de contrôle pour 525.907 DT en constatant un produit d'égal montant,
- d'autre part, de ne pas prendre en charge les pénalités de retard arrêtées à la date de l'abandon à 320.613 DT.

Seulement, l'abandon des pénalités prévu par la loi d'amnistie de 2006 demeure subordonné au respect du calendrier de paiement du principal de la dette s'élevant à 2.671.780 DT qui prévoit 20 échéances trimestrielles s'étendant jusqu'au 31 mars 2011 d'une valeur de 133.589 DT chacune dont 3 échues et payées en 2006. Par ailleurs, le paiement tardif d'une échéance générera une amende de retard de 1% par mois du montant de l'échéance.

Cette situation pourrait ainsi avoir pour conséquence, en cas de non paiement d'une échéance, la déchéance de l'avantage et l'acquiescement, conformément aux dispositions de la loi n° 2006-25 du 15 mai 2006 relative à l'amnistie fiscale, des pénalités abandonnées majorées des amendes de retard.

En raison des difficultés de trésorerie que connaît la société, l'incidence finale de cette situation ne peut revêtir, qu'un caractère incertain justifiant, conformément à la norme comptable tunisienne NC 14, de mentionner le passif éventuel qui en découle et qui est estimé au 31 décembre 2006 à la somme de 846.620 DT correspondant au risque en pénalités contrôle et de retard se rapportant à la déchéance de l'avantages fiscal de l'abandon.